



DPES

Affaire suivie par :

Chantal CANIGGIA

Tél : 02 62 48 11 22

Mél : sg.rupture-conventionnelle@ac-reunion.fr

66-D22-00106

24 Avenue Georges Brassens

CS 71003

97743 ST DENIS CEDEX 9

Saint-Denis, le 15 septembre 2022

Objet : Mise en œuvre de la rupture conventionnelle

Textes de références :

- Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,
- Décret n°2019-1593 du 31 décembre 2019 relatif à la procédure de rupture conventionnelle dans la fonction publique et portant diverses dispositions relatives aux dispositifs indemnitaires,
- Décret n°2019-1596 du 31 décembre 2019 relatif à l'indemnité spécifique de rupture conventionnelle dans la fonction publique,
- Arrêté du 6 février 2020 fixant les modèles de convention de rupture conventionnelle prévu par le décret n°2019-1593 du 31 décembre 2019 relatif à la procédure de rupture conventionnelle dans la fonction publique,
- Note du 12/02/2021 relative à la mise en œuvre de la rupture conventionnelle dans les établissements relevant du MESRI.

Cette note a pour objectif de vous présenter les modalités de mise en œuvre de la procédure de rupture conventionnelle au titre de l'année scolaire 2022-2023.

I – LES PRINCIPES DE LA RUPTURE CONVENTIONNELLE

Le dispositif de la rupture conventionnelle est prévu pour les fonctionnaires à titre expérimental jusqu'au 31 décembre 2025 et de manière pérenne pour les agents contractuels recrutés en CDI.

Il s'agit d'un accord mutuel par lequel un agent public et son administration conviennent des conditions de cessation définitive des fonctions. **La rupture conventionnelle ne constitue en aucun cas un droit pour l'agent qui la sollicite auprès de son administration. Elle ne peut pas être imposée par l'une ou l'autre des deux parties.** Ce dispositif n'a pas vocation à se substituer aux différents cas de cessation de fonctions prévus par la loi N°84-16 du 11 janvier 1984 (démission, insuffisance professionnelle, inaptitude physique...) et ne dispense pas de respecter les délais réglementaires impartis pour effectuer une demande de disponibilité. Par ailleurs, il s'accompagne de l'extinction de l'indemnité de départ volontaire pour création/reprise d'entreprise. Depuis le 1^{er} janvier 2021, seul le dispositif de départ volontaire lié à une opération de restructuration est maintenu.



Les personnels exclus du bénéfice de la procédure sont :

- les fonctionnaires stagiaires ;
- les fonctionnaires ou contractuels ayant atteint l'âge d'ouverture du droit à une pension de retraite fixé à l'article L 161-17-2 du code de sécurité sociale et justifiant d'une durée d'assurance, tous régimes de retraite de base confondus, égale à la durée de services et bonifications exigée pour obtenir la liquidation d'une pension de retraite au pourcentage maximal ;
- les agents ayant signé un engagement à servir l'État à l'issue d'une période de formation et n'ayant pas accompli la totalité de la durée de leur engagement ;
- les fonctionnaires détachés en qualité d'agents contractuels ;
- les agents contractuels en CDD ainsi que ceux en cours de période d'essai.

II – LA PROCÉDURE

A/ La demande

L'agent adresse sa demande par lettre recommandée avec avis de réception à :

Madame la rectrice - Rectorat (Ruptures conventionnelles) – 24 avenue Georges Brassens CS 71003
97743 SAINT-DENIS cédex 9 ou remise en main propre contre signature.

B/ L'entretien

Un entretien préalable est organisé au minimum 10 jours francs après réception de la demande, et au maximum 1 mois. Le demandeur peut se faire accompagner par un conseiller désigné par une organisation syndicale après en avoir informé au préalable l'administration.

Durant cet entretien sont abordés les motifs de la demande, la date de cessation définitive des fonctions et ses conséquences, ainsi que le montant de l'indemnité spécifique de rupture conventionnelle.

C/ L'appréciation de la demande

- Les sujétions liées à l'année scolaire, en particulier du fait du principe de continuité pédagogique, conduisent à éviter la négociation d'un départ en cours d'année scolaire. L'organisation d'une procédure annuelle permet, en outre, d'assurer, au maximum l'équité de traitement entre tous les demandeurs.

- Les demandes de rupture conventionnelle formulées par les agents sont examinées au cas par cas en tenant compte de la rareté de la ressource, l'ancienneté dans la fonction publique ainsi que de la sécurisation du parcours professionnel. **Les demandes relevant des situations suivantes sont examinées en priorité : projet de création ou de reprise d'entreprise, processus de formation engagé en vue de réorientation professionnelle, projet de réorientation professionnelle.**

- L'appréciation des demandes sera effectuée sous l'autorité de Madame la rectrice ou son représentant dans le respect de l'enveloppe budgétaire dédiée.

Les agents seront informés individuellement des suites apportées à leurs demandes. L'information sera également transmise à leur autorité hiérarchique.

D/ La convention et l'indemnité spécifique (ISRC).

La convention prévoit les termes et conditions de la mise en œuvre de la rupture conventionnelle, fixe le montant de l'indemnité spécifique et la date de cessation définitive des fonctions. Elle est signée par les deux parties.



Les modalités de détermination du montant de cette indemnité spécifique sont prévues par le décret n°2019-1596 du 31 décembre 2019. **La rémunération de référence pour le calcul est la rémunération brute annuelle de l'année civile précédent la date d'effet de la rupture conventionnelle.** Cette règle vaut également pour les agents en disponibilité ou en congé parental.

Par ailleurs, dans l'académie de La Réunion, seul le montant plancher est accordé.

E/ Le délai de rétractation

Un délai de rétractation de quinze jours francs après la date de signature de la convention est prévu pour chacune des deux parties. Ce délai commence à courir un jour franc après la date de signature de la convention de rupture conventionnelle et se formalise sous la forme d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise en main propre contre signature.

F/ La radiation des cadres

Pour les fonctionnaires titulaires, le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse, des Sports, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche est l'autorité compétente pour prononcer la radiation des cadres. Toutefois, pour les personnels du premier degré, la compétence relève de l'autorité académique. **Le fonctionnaire qui a bénéficié d'une rupture conventionnelle ne pourra réintégrer la fonction publique d'État durant six années sauf à rembourser le montant de l'indemnité spécifique de rupture conventionnelle perçu dans le cadre de ce dispositif.**

G/ L'attestation employeur

Suite à une rupture conventionnelle, l'agent recevra, de son service gestionnaire, une attestation employeur qui peut ouvrir droit à l'allocation de retour à l'emploi (ARE). Le droit à l'Assurance chômage des agents de la fonction publique est dorénavant régi par le décret n°2020-6741 du 16 juin 2020 relatif au régime particulier d'assurance chômage applicable à certains agents publics et salariés du secteur public.

III – LE CALENDRIER POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2022-2023

Vous trouverez ci-après le calendrier pour les demandes de ruptures conventionnelles pour l'année scolaire 2022-2023.

Date limite de dépôt des demandes pour un départ au 01/08/23.	14 février 2023 (les demandes arrivées après cette date seront étudiées pour une rupture conventionnelle au 01/08/24)
Période des entretiens préalables	Au plus tard le 28 mars 2023
Courrier de réponses aux agents	Avril - Mai 2023
Signature des conventions	Mai-juin 2023
Date effective de départ	1 ^{er} août 2023 Pour la rectrice et par délégation, La secrétaire générale adjointe
Païement de l'indemnité spécifique	Au plus tard fin septembre 2023